



CHAPITRE 194

LOI RELATIVE AUX ENFANTS TROUVÉS PLACÉS DANS CERTAINES INSTITUTIONS

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé. de la garde des enfants trouvés.*

2. Les commissaires chargés par le lieutenant-gouverneur de la surveillance de l'Hôtel-Dieu, à Québec, de l'Hôpital-Général des Sœurs Grises, à Montréal, de l'Hôpital-Général, à Québec, ou de toute institution, dans le district des Trois-Rivières, qui reçoit des enfants trouvés, et leurs successeurs en office, sont les tuteurs légaux des enfants trouvés des institutions à l'égard desquelles ils ont été respectivement nommés, et ils ont les pouvoirs qu'ils auraient eus, s'ils eussent été nommés tuteurs suivant le cours ordinaire de la loi. S. R. (1909), 7257. Personnes
qui sont tutri-
ces de droit.

3. Les institutions mentionnées dans l'article 2 ou toute autre institution autorisée à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil, peuvent, à leur discrétion, confier la garde des enfants trouvés qu'elles ont sous leurs soins, à toutes personnes, sociétés ou corporations, dans le but d'élever, d'entretenir et de fournir une éducation appropriée à ces enfants, et ce, en vertu d'un contrat par lequel lesdites institutions auront le droit de reprendre en tout temps la garde et la possession de ces enfants, si elles le jugent à propos, à leur discrétion. S. R. (1909), 7257a; 11 Geo. V, c. 86, s. 1. Gardé des
enfants trou-
vés.

4. Aux fins ci-dessus, toute personne agissant pour lesdites institutions ou pour lesdits commissaires peut, en s'adressant par requête à tout juge de la Cour supérieure et sans avis au préalable, obtenir de celui-ci un bref de possession, rapportable sans délai devant ce juge, adressé à un huissier de ladite cour, lui ordonnant d'appréhender la personne de l'enfant y désigné et de le Bref de pos-
session.

traduire devant tel juge pour adjudication sur sa garde et sa possession. S. R. (1909), 7257*b*; 11 Geo. V, c. 86, s. 1.

Forme du
bref, etc.

5. La forme de ce bref, son exécution et la procédure qui s'y rapporte, sont, en autant qu'elles peuvent être applicables, semblables à celles du bref de possession sur exécution réelle. S. R. (1909), 7257*c*; 11 Geo. V, c. 86, s. 1.

Droits, auto-
rité, etc., de la
personne à
qui est con-
fiée la garde
d'un enfant
trouvé.

6. Sujet aux dispositions ci-dessus, toute personne à qui telle institution a confié la garde d'un enfant, qu'il soit un enfant trouvé ou non, a les mêmes droits de surveillance, d'autorité et de possession à l'égard de l'enfant, que ceux possédés et exercés par ladite institution. S. R. (1909), 7257*d*; 11 Geo. V, c. 86, s. 1.
